

À Paris, le 26 janvier 2011



Service interministériel des Archives de France

Jean-François Moufflet

01 40 27 60 02

DGP/SIAF/2011/003

Le directeur chargé des Archives de France

à

Mesdames les directrices des services des Archives nationales

Mesdames et Messieurs les directeurs d'archives départementales
sous couvert de Mesdames et Messieurs les présidents des conseils généraux

Mesdames et Messieurs les archivistes communaux
sous couvert de Mesdames et Messieurs les maires

Mesdames et Messieurs les archivistes régionaux
sous couvert de Mesdames et Messieurs les présidents des conseils régionaux

Note d'information DGP/SIAF/2011/003 relative aux résultats du plan national de numérisation 2011

J'ai le plaisir de vous informer des résultats du plan national de numérisation 2011, placé sous la responsabilité du Département de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de la Technologie - DESRT (ministère de la culture et de la communication, secrétariat général), dont l'appel à projets a été publié le 1^{er} septembre 2010.

Les retombées pour le réseau des archives apparaissent, cette année encore, positives et témoignent de l'effort financier apporté par l'État à la numérisation de nos fonds. La présente note tire un bilan quantitatif et qualitatif de l'évaluation des dossiers soumis par les services du réseau des archives au ministère de la culture.

Le plan est destiné à soutenir financièrement les projets de numérisation que mèneront les services culturels dans l'année 2011, sous réserve que certaines conditions soient satisfaites.

Il a connu cette année une nouvelle réévaluation de son enveloppe budgétaire : abaissée l'an dernier à 2,5 millions d'euros, elle est remontée à 2,85 millions.

Évaluation

Les critères d'éligibilité demeurent inchangés : accès libre et gratuit aux ressources numérisées, détention des droits de reproduction et d'exploitation, diffusion sur Internet des ressources numérisées.

Le principal changement a porté sur le contenu de la grille thématique, toujours déclinée en Programmes, Domaines et Collections (celles-ci étant comprises comme des types de documents ou des thématiques historiques bien précises : l'esclavage, les guerres mondiales...).

Les Archives de France ont souhaité que pour le plan 2011 une nouvelle « collection » soit introduite. Il s'agit des **sources notariales**, comprenant les répertoires de notaires, les registres du contrôle et les registres de l'enregistrement. Ces documents permettent en effet de faciliter l'accès aux minutes notariales et de mieux les faire connaître, d'offrir un aperçu plus exhaustif de l'activité notariale à un moment donné puisque ces ressources mentionnent des minutes qui ont pu disparaître par la suite, de proposer d'autres ressources pour la généalogie ou encore de préparer un travail d'indexation des minutes elles-mêmes grâce aux renseignements saisis dans les registres du contrôle et de l'enregistrement les mieux tenus.

Outre le fait que ces catégories de documents constituent des ressources supplémentaires pour la généalogie, ils constituent également un outil de premier ordre pour la recherche historique.

Par ailleurs, la thématique du **patrimoine de l'Outre-Mer** a été ajoutée par le DESRT dans le domaine « Histoire nationale », étant donné la commémoration en 2011 de la France d'Outre-Mer.

La mise en réseau des contenus numérisés reste toujours un critère important : en particulier les projets collaboratifs sont toujours accueillis avec intérêt, mais ils étaient cette année moins nombreux.

Cette année encore, le nombre de projets a augmenté mais dans des proportions particulièrement impressionnantes.

Le DESRT a en effet reçu en tout 277 projets, contre 196 en 2009 (et 186 en 2008). Les Archives de France ont reçu pour évaluation scientifique 99 projets de numérisation, examinés par le bureau des traitements et de la conservation

(SDPITATN). A titre indicatif, la direction des archives de France avait évalué l'an dernier 68 dossiers et 63 en 2008.

Le décompte peut s'opérer ainsi :

- **60 dossiers concernaient strictement des services publics d'archives** (contre 53 en 2009) :
 - 39 projets présentés par 27 services d'Archives départementales (dont un par l'intermédiaire du Conseil Général, celui de la Réunion). Ce nombre est parfaitement stable.
 - 19 projets présentés par 17 services d'Archives municipales (ou services municipaux). Ce nombre est en revanche plus important que l'an passé.
 - un projet soumis par le site de Fontainebleau des Archives nationales
 - un projet préparé par les Archives nationales d'Outre-Mer

A titre indicatif, les autres dossiers évalués par le SIAF provenaient :

- de 7 bibliothèques (ayant présenté 9 dossiers) : ces projets prévoyaient généralement la numérisation de documents d'archives, de collections de presse ou bien de documents sonores et audiovisuels ;
- des associations, des collectivités ou des musées (30 dossiers en tout), qui souhaitent numériser des fonds d'archives ou des ressources parfois conventionnées avec les services d'archives ou les Archives de France.

Certaines de ces associations se consacrent particulièrement au traitement et à la diffusion de ressources archivistiques : Génériques, spécialisée dans la mémoire de l'immigration, la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration, French Lines, Terres Australes, ou encore l'Académie François Bourdon pour la mémoire du monde du travail.

On notera que l'immigration reste la thématique majeure proposée par les associations. Les autres dossiers concernent fréquemment la numérisation du patrimoine sonore et audiovisuel (cinémathèques, associations collectant des fonds sonores et audiovisuels amateurs, dans une perspective ethnologique).

Résultats

Sur ces 99 dossiers, 75 ont bénéficié d'une subvention du plan national.

Pour les services départementaux d'archives : 35 projets sur 39 ont été retenus. Les subventions accordées aux Archives départementales représentent une somme de 414 500 €.

Pour les archives municipales, 13 projets sur 19 ont été soutenus pour une somme totale de 68 900 €.

Les projets des Archives nationales, site de Fontainebleau et des Archives nationales d'Outre-Mer ont été également acceptés. Les subventions cumulées des deux services à compétence nationale s'élèvent à 55 000 €.

En tout, 50 projets portés par des services d'archives seront soutenus. Le taux de dossiers acceptés est encore supérieur cette année : 83 % (contre 80 % l'an dernier).

Les crédits accordés au réseau des services d'archives s'élèvent à 538 900 €, (625 000 € en 2009, 423 500 € en 2008, 422 500 € en 2007).

Cette légère baisse entre 2010 et 2009 s'explique par le fait que les projets présentés étaient généralement financièrement plus modestes (par exemple 810 000 € demandés en tout par les Archives départementales en 2009 contre 690 000 € cette année).

D'un point de vue scientifique, comme toujours, les dossiers « archives » investissent majoritairement les programmes 1 et 2 du plan national de numérisation : les « Territoires » (38 projets « archives ») et les « Personnes » (29 projets « archives »). On notera cette année toutefois que l'augmentation du nombre de dossiers a surtout concerné le programme « Territoires ». Dans le détail, l'analyse des « domaines » fait apparaître que les projets de numérisation des plans et des cadastres sont en net tassement. C'est plutôt l'histoire nationale et l'histoire locale qui ont recueilli les meilleurs suffrages, en particulier la Première et la Deuxième guerres mondiales et le patrimoine d'Outre-Mer, ce qui s'explique principalement en raison des commémorations à venir.

Les documents les plus représentatifs restent les registres paroissiaux et les tables décennales, les registres matricules, les registres de délibération et les fonds photographiques, plus nombreux cette année. Les projets de numérisation de la presse et des périodiques anciens progressent eux aussi, en général en concertation avec le monde des bibliothèques. Les fonds photographiques qui seront numérisés ont généralement trait soit à la Première guerre mondiale, soit à l'architecture, comme c'est le cas de l'Eure-et-Loir qui propose de numériser des clichés de la cathédrale de Chartres de 1910 à 1920.

Néanmoins, d'autres types de documents moins fréquemment rencontrés ont été proposés par les services : les listes électorales (Archives de la Somme), le fonds d'archives de l'abbaye de la Chaise-Dieu (Archives de la Haute-Loire), les cartulaires monastiques de la Champagne méridionale (Archives de l'Aube), les registres de la commission des phares et balises pour le patrimoine maritime (Archives nationales, site de Fontainebleau) ou encore des enregistrements sonores effectués dans une optique ethnologique et linguistique (Archives du Var). Certains de ces projets vont parfois plus loin qu'une simple numérisation en prévoyant une édition électronique des documents d'archives. C'est le cas par exemple de l'Aube, qui, sur le modèle des réalisations de l'Enseignement supérieur, propose d'utiliser l'encodage en TEI pour l'édition des documents anciens (à l'instar de ce qui a pu être effectué par l'École nationale des chartes sur le cartulaire blanc de l'abbaye de Saint-Denis conservé aux Archives nationales).

Quant à la nouvelle « collection » pour les sources notariales, six services d'archives départementales ont fait le choix de ces documents.

A côté des programmes dédiés à l'histoire des territoires et des personnes, on a également remarqué que les services d'archives ont choisi de se rattacher à d'autres programmes thématiques du plan national, moins attendus. Ainsi le programme dédié à la création artistique a été choisi par trois services. Il s'agit là d'une illustration de l'ouverture du réseau des archives à ses

différents partenaires. Parmi ces exemples originaux, citons les Archives municipales de Lyon qui ont proposé de numériser des fonds d'archives de la Grande fabrique de la soie (du xvii^e siècle jusqu'à la Révolution), celles de Calais avec des plans et documents relatifs à la confection de la dentelle, ou encore les Archives départementales de la Charente qui ont proposé de numériser les étiquettes des grandes marques de Cognac consignées avec les dépôts des marques effectués auprès des tribunaux de commerce, de 1859 à 1965.

Pour plus de renseignements, je vous invite à contacter Jean-François Moufflet, au bureau des traitements et de la conservation (jean-francois.moufflet@culture.gouv.fr ; 01 40 27 60 02).

Le directeur en charge des Archives de France

Hervé LEMOINE